

La part animale du Grand Paris. Quand les urbains cohabitaient avec des cochons (1810 - 1939)



Mémoire de Master Histoire des sociétés contemporaines présenté par

Etienne DEPREITÈRE

Préparé sous la direction de Monsieur Charles-François MATHIS

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne - École d'histoire de la Sorbonne

Institut d'histoire moderne et contemporaine

2023-2025

La part animale du Grand Paris. Quand les urbains cohabitaient avec des cochons (1810 - 1939)¹

Référence couverture : Le « language » des porcs au marché de la Villette, dessin d'après nature par M. Burnand, *Collection Jaquet. La Gravure sur bois*, t. 6, vue 17, 1870-1913

¹ Je dois ce titre au volume 54 de la *Revue d'histoire du XIXe siècle*, intitulé « La part animale du XIXe siècle ». Voir *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 54, 2017.

Remerciements

Je remercie monsieur Charles-François Mathis pour sa pédagogie, sa bienveillance touchante et pour l'intérêt sincère qu'il a porté à ce travail durant deux ans.

Je remercie également monsieur Thomas Le Roux et monsieur Marc-Olivier Déplade pour leurs judicieux conseils et leurs réponses à mes interrogations.

Que mes camarades de master soient aussi remerciés. Tous ont contribué, par leurs questions, leurs remarques et leurs difficultés, à la réalisation de ce mémoire. Je remercie tout particulièrement Adrien et Jalis, dont la présence réconfortante a été un bienfait précieux durant ces deux années.

Je remercie enfin ma famille pour son soutien constant et pour avoir supporté mes analyses sur les cochons urbains. Une pensée pour Malika, toujours là.

Table des matières

Table des matières.....	7
Introduction.....	9
Première partie : L'exclusion des porcs de Paris (1815-début du XXe siècle)	
33	
Chapitre I. La fin d'une longue cohabitation : la disparition des troupeaux de cochons de Paris (1815-1867).....	33
Chapitre II. Les derniers temps de l'élevage intra-muros : acteurs, pratiques et enjeux de l'élevage de porcs dans Paris (milieu du XIXe-début du XXe siècle)	65
Conclusion de la première partie.....	89
Seconde partie : Les porcheries du Grand Paris (1860-1939).....	91
Chapitre III. Gouverner, administrer les porcheries du Grand Paris (1860-1939).	
91	
Chapitre IV. Les porcheries de banlieue et le métabolisme de l'agglomération parisienne. L'exemple de la compagnie Souffrice (1860-1890).....	117
Chapitre V. Les banlieues rouges contre les pollutions environnementales. Ivry-sur-Seine et Villejuif face aux porcheries urbaines (1880-1939).....	145
Conclusion générale.....	171
Répertoire des sources.....	173
Bibliographie thématique.....	181

Introduction

« Deux formes originales de traitement des animaux se sont ainsi généralisées à une époque récente. D'un côté, l'animal de rente, éloigné des habitations humaines, désocialisé dans des bâtiments industriels, est réduit à une fonction productive : tel est l'animal-matière. De l'autre, l'animal de compagnie est nourri, intégré à la famille humaine, toiletté, médicalisé, privé de vie sociale et sexuelle avec ses congénères, rendu éternellement immature par une castration généralisée : il est l'animal-enfant. Si ces deux traitements, animal-enfant et animal-matière, peuvent sembler foncièrement antagonistes, il appartient à l'anthropologie de comprendre par quelles relations historiques, quelles interdépendances économiques et quelles affinités ontologiques ils sont en réalité nécessairement complémentaires. [...] Nous nourrissons nos animaux-enfants de la chair et du sang de nos animaux-matière. La déshumanisation des conditions de vie de nos anciens animaux de ferme n'est pas en contradiction avec la personification de nos animaux de compagnie, elle en est la condition de possibilité². »

Pour l'anthropologue Charles Stépanoff, l'Occident moderne a inventé deux modes de relations aux animaux domestiques, apparemment opposés mais en fait complémentaires. Plus généralement, la relation au vivant non-humain de cet Occident prend selon lui deux formes : « l'une s'est appelée l'*amour de la nature*, qui condamne et rejette la violence, et l'autre l'*exploitation de la nature*, qui fait de la violence conquérante un but et une valeur en tant que condition de l'abondance et du progrès³. » Ces deux modalités sont à nouveau symbiotiques : « L'exploitation-protection – appelons-la *exploitection* – est le pendant écologique du binôme métaphysique nature-culture⁴. »

À la lecture d'analyses aussi tranchées et stimulantes, l'historien s'interroge. Si ce dualisme de relations aux vivants et aux animaux domestiques en particulier est un phénomène historique, quelle en est la généalogie ? Quels en sont les acteurs ? Dans quelle mesure

² STÉPANOFF Charles, *L'animal et la mort : Chasses, modernité et crise du sauvage*, Paris, La Découverte, 2021, p. 10.

³ *Ibid*, p. 8.

⁴ *Ibid*, p. 11.

certaines espaces sociaux et certains territoires ont résisté à la diffusion du naturalisme et au dualisme qu'il charrie ? Comment appréhender le naturalisme à échelle individuelle ou collective, dans une perspective d'histoire sociale par exemple ?

Il est commun aujourd'hui d'affirmer que les urbains ont perdu conscience de ce que nécessite la production alimentaire et de viande en particulier. Parce que les lieux d'élevage et d'abattage seraient éloignés des villes, leurs habitants ne sauraient plus ce qu'implique la vie avec le bétail, qu'il s'agisse des relations qui se tissent entre bêtes et éleveurs ou des inconvénients sonores, olfactifs et matériels dont les animaux sont à l'origine. Mais surtout, les urbains seraient parfaitement incapables de tuer les bêtes qu'ils mangent pourtant, en raison de la violence insupportable que suppose cet acte. Stépanoff parle ainsi d'une « division du travail moral » dans laquelle les abattoirs sont exclus des villes et ceux qui y tuent les bêtes sont essentiellement issus de milieux ouvriers et populaires⁵. L'anthropologue Alex Blanchette constate par exemple qu'aux États-Unis, l'abattage industriel de cochons s'appuie sur les travailleurs immigrés, dont les conditions de race et de classe facilitent l'exploitation⁶.

Ce processus d'expulsion du bétail et de sa mise à mort en dehors des villes est pourtant très récent. Les villes européennes sont aujourd'hui vides d'animaux gyrovagues, de troupeaux de bétails et d'abattoirs, mais cela n'a pas toujours été le cas. Elles sont en fait travaillées depuis le XVIII^e siècle par un long processus d'exclusion spatiale des animaux de l'espace public. Il n'est toutefois pas linéaire : bien que l'errance porcine soit interdite à Paris au moins depuis le XVII^e siècle, la ville se peuple de vacheries aux lendemains de la Révolution française, tandis que le nombre de chiens errants augmente considérablement au cours du XIX^e siècle. Il est vrai que ce siècle marque l'apogée de la présence animale. L'expulsion des animaux de rente⁷ des centres urbains s'opère au siècle suivant.

Ce seul fait nous amène à repenser notre définition de l'urbain, en l'historicisant davantage. Le bétail est aujourd'hui associé aux sociétés rurales, de sorte qu'on pense parfois que le

⁵ *Ibid*, p. 359-360.

⁶ BLANCHETTE Alex, *Porkopolis. American animality, standardized life, & the factory farm*, Durham et Londres, Duke University Press, 2020.

⁷ Les animaux de rente sont des animaux élevés pour générer un revenu, qu'il soit matériel (viande, lait, peau ou travail) ou financier. La catégorie d'animal domestique se décompose en deux groupes : celui des animaux de rente et celui des animaux de compagnie, qui sont élevés eux pour leur agrément. Une même espèce animale peut néanmoins appartenir simultanément aux deux groupes. Il en est ainsi des chiens de berger qui fournissent des services à leurs propriétaires tout en assurant un certain réconfort moral. Une espèce animale ne saurait donc être catégorisée de façon absolue car cette catégorisation dépend de l'usage social fait de l'animal, usage variant selon les époques et les espaces considérés. Un cochon de ferme au XIX^e siècle peut être considéré à la fois comme un animal de rente et de compagnie, dans la mesure où son propriétaire noue des relations émotionnelles avec lui.

réintroduire en ville signifierait faire venir des éléments ruraux en milieux urbains. Mais les troupeaux de bétail, les élevages d'animaux et les abattoirs ont été exclus des espaces urbains très récemment, au XX^e siècle seulement. Au siècle précédent, ces derniers se définissent au contraire par cette présence animale massive, qui leur est consubstantielle. Le fait urbain se caractérise donc pendant longtemps par cette forte présence animale. Et peut-être qu'à l'avenir, les villes se repeupleront d'animaux, auquel cas la phase d'exclusion que nous connaissons pourra être conçue comme une brève parenthèse dans leur histoire. C'est par cette dialectique d'expulsion et d'inclusion des animaux que je souhaite étudier le Paris du XIX^e siècle, en me focalisant sur les relations entre hommes et cochons.

* * *

Choix du sujet

J'ai lu le travail de Charles Stépanoff en troisième année de licence alors que j'apprenais, grâce aux travaux d'Eric Baratay et à un cours de Charles-François Mathis, à quel point la présence des animaux avait été massive dans les villes occidentales au XIX^e siècle. J'étais alors familier de la cause animale en France, mais je ne l'avais jamais envisagée sous l'angle des sciences sociales. Or l'essai de Stépanoff et les travaux de Baratay m'ont poussé à considérer nos relations avec les animaux comme des phénomènes sociaux, qui peuvent et doivent être historicisés. Je me suis posé ces questions dans un contexte où je découvrais aussi l'histoire environnementale et avec elle, l'ampleur des questionnements historiographiques causés par la crise environnementale globale. Par ailleurs, je vivais un moment où l'écologie politique radicale repensait et théorisait davantage la cause animale en l'incluant dans un programme de transformation sociale et politique⁸.

En parallèle, les questions d'écologie urbaine et de nature en ville m'intéressaient depuis longtemps. En voyageant, j'ai réalisé que les rues des villes françaises n'avaient que peu d'animaux errants, au regard de leurs homologues des Suds. Il est extrêmement rare de voir des animaux errants dans les villes occidentales, au mieux les badauds chanceux peuvent croiser des chats et des chiens sans laisse, mais le phénomène reste marginal. Il est à l'inverse

⁸ BALAUD Léna, CHOPOT Antoine, *Nous ne sommes pas seuls. Politique des soulèvements terrestres*, Paris, Seuil, 2021 ; GUILLIBERT Paul, *Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail*, Paris, Éditions Amsterdam, 2023.

massif et banal dans de nombreux centres urbains du monde. Istanbul est célèbre pour abriter un nombre de chiens et de chats errants considérables, d'autant plus qu'ils sont nourris et parfois soignés par les habitants. À Bangkok, il n'est pas rare d'observer des volailles glaner ici et là quelque nourriture dans les rues des quartiers populaires.

Présentation du sujet

La cohabitation entre urbains et cochons, voilà un sujet qu'il est malaisé de définir et de borner, tant chronologiquement que géographiquement. L'histoire des relations hommes-animaux épouse bien mal les bornes chronologiques communément admises et conçues, souvent, par l'histoire politique. De même que les cochons, sujets mouvants, se prêtent peu à des analyses spatiales fondées sur des découpages territoriaux.

Les cochons de Paris et de la banlieue parisienne ont été très peu étudiés. Pourtant, leur présence au XIX^e et au XX^e siècle charrie de nombreux enjeux très divers. Les villes françaises sont traversées par un mouvement de modernisation urbaine et d'assainissement dans lequel les porcs, animaux perçus comme étant particulièrement repoussants et même dangereux, sont ciblés. Les cochons, plus que les chats ou que les chèvres, attirent l'attention de la préfecture de police du département de la Seine, en raison des nuisances urbaines qu'ils causent. Les troupeaux de porcs perturbent la circulation dans les rues et la pacification de l'espace public chère aux édiles urbains du XIX^e siècle. Par ailleurs, les porcs peuvent être élevés par des urbains qui utilisent les résidus de la ville pour nourrir des bêtes et se nourrir à leur tour. Les cochons, au même titre que la volaille, constituent ainsi un moyen de subsistance pour les classes populaires urbaines. Étudier ces bêtes nous renseignent alors sur la diversité des relations qu'entretiennent les urbains avec leur milieu. La capacité du cochon à assimiler des résidus divers favorise aussi, à partir de la fin du XIX^e siècle, l'établissement de porcheries urbaines situées en banlieue proche de Paris. Ces établissements jouent un rôle important dans le métabolisme écologique de la capitale, lui permettant de se débarrasser de nombreux résidus qui sont assimilés par les porcs et sont donc transformés en viande. Mais les porcheries polluent leur environnement, par les odeurs et les eaux qu'elles rejettent. Aussi, interroger le fonctionnement de ces installations et du rôle des porcs, c'est contribuer à comprendre la formation de la banlieue industrielle parisienne et des pollutions qui la caractérise.

La décennie 1810 marque un tournant dans cette enquête pour deux raisons. D'abord, le décret du 15 octobre 1810 inaugure une rupture du point de vue de la régulation des

nuisances artisanales et industrielles⁹. Il reprend les conclusions d'un rapport commandé par le ministre de l'Intérieur sur les dégâts commis par les fabriques de soude en élaborant une nomenclature des industries selon leur degré d'insalubrité. Trois classes d'établissements insalubres sont établies. Ceux de 1ère classe - la plus contraignante - doivent être autorisés par le Conseil d'État¹⁰ et ils « ne pourront être formés dans le voisinage des installations particulières ». Les porcheries appartiennent à cette classe en raison du bruit et de l'odeur qu'elles causent. Le décret du 3 mai 1886 assouplit cette législation en les rangeant dans la 2ème classe¹¹, ce qui explique en partie l'augmentation considérable de leur nombre dans le département de la Seine.

La décennie 1810 est ensuite une phase charnière du point de vue des politiques urbaines de salubrité publique et de la présence d'animaux de bétail en ville. Napoléon 1er organise par décret en 1810 la construction de cinq tueries (le mot abattoir n'est généralisé qu'après) de boucheries à Paris, qui sont livrées en 1818. Trois tueries sont bâties sur la rive droite (Grenelle, Ménilmontant, Montmartre), deux sur la rive gauche (Roule, Villejuif). Toutes les sont aux extrémités de Paris mais elles sont comprises dans le mur des Fermiers Généraux, qui marque alors la limite physique et administrative de Paris. Cette mesure, exigée par nombre d'édiles urbains depuis le XVII^e siècle, oblige les bouchers de la capitale à tuer les bovins et ovins dans ces tueries, et donc à délaisser les tueries particulières qui peuplaient le centre de la ville. Par conséquent, les troupeaux de bêtes de boucherie ne traversent plus Paris. Les tueries de charcuterie, distinctes des tueries de boucherie, sont soumises à la même concentration en trois tueries privées en 1815, jusqu'à la construction de deux abattoirs à porcs en 1848. Le Paris de la première moitié du XIX^e siècle est marqué par une mise à distance du centre ville des animaux de rente, par un éloignement de la mise à mort des bêtes et par une véritable prise en charge de la question de l'abattage des bestiaux par les pouvoirs urbains.

⁹ Je n'insisterai pas davantage sur les effets de ce décret dans l'histoire des pollutions. Le lecteur intéressé par ces enjeux pourra consulter MASSARD-GUILBAUD Geneviève, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010 ; MASSARD-GUILBAUD Geneviève, « L'élaboration de la nomenclature des établissements classés au XIX^e siècle, ou la pollution définie par l'État », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, vol. 62, n° 2, 2011, p. 23-29 ; LE ROUX Thomas, « La mise à distance de l'insalubrité et du risque industriel en ville : le décret de 1810 mis en perspectives (1760-1840) », *Histoire & mesure*, vol. XXIV, n° 2, 31 décembre 2009, p. 31-70 ; LE ROUX Thomas, « La première jurisprudence du décret de 1810 : une régulation à l'orientation industrialiste (1810-1830) », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, vol. 62, n° 2, 2011, p. 11-15.

¹⁰ Cette disposition est toutefois annulée par le décret du 25 mars 1852 qui octroie au préfet la compétence d'autoriser les établissements de 1ère classe. Voir ULMANN Gabriel, *Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Des origines de la nomenclature à l'enregistrement*, Thèse de doctorat de droit de l'environnement, Université Lyon III, 2015, p. 78.

¹¹ *Ibid*, p. 172.

À partir des années 1880, ce sont les communes de proche banlieue parisienne qui voient se multiplier le nombre de porcs en raison de l'implantation croissante de porcheries. Le nombre de ces établissements atteint visiblement son apogée entre 1910 et 1920, ce qui justifie d'étendre mon étude jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Par ailleurs, Paris s'étend au cours de ce siècle. La construction de l'enceinte d'Adolphe Thiers entre 1841 et 1844, la croissance démographique, et l'urbanisation rapide des communes de « petite banlieue¹² » ainsi que leur annexion par Paris en 1860 contribuent à intégrer les abattoirs dans le tissu urbain. Les marchés à porcs de la Chapelle et de la Maison-Blanche, en activité depuis la fin du siècle précédent, connaissent une hausse de leur fréquentation jusqu'à la construction des abattoirs et du marché aux bestiaux de la Villette en 1867. Si l'édification de ces établissements et la concentration des bêtes qu'elle implique diminue indéniablement la présence du bétail à Paris, le dernier quart du XIX^e siècle est au contraire marqué par une intensification de la présence porcine dans les communes de banlieue. Au début du XX^e siècle, nombre de porcheries s'installent dans des communes de proche banlieue comme Saint-Denis, Aubervilliers, Pantin, Ivry-sur-Seine ou Villejuif. À partir de la décennie 1880, il faut alors se décentrer de Paris et analyser l'implantation de ces établissements au regard des contextes locaux de banlieues. Mais d'autre part, ces porcheries consomment souvent des déchets produits par Paris, assurant un lien économique et écologique avec la ville. Ce sont la Préfecture de police et le Conseil de Salubrité qui accordent les autorisations d'installation, et bien souvent, ils le font d'un point de vue parisien. Raisons pour lesquelles j'utiliserai souvent l'expression « d'agglomération parisienne » pour désigner Paris et sa proche banlieue, bien que ces deux espaces soient physiquement contigus à partir de l'entre-deux-guerres.

Contexte et enjeux

J'entends faire une histoire sociale, matérielle et sanitaire de la cohabitation entre hommes et cochons dans le Grand Paris aux XIX^e et XX^e siècles. Pour cela, je cherche d'abord à comprendre la matérialité et la spatialité de la présence des cochons auprès des hommes. Quels sont les quartiers particulièrement peuplés par ces bêtes ? Quels sont les groupes sociaux familiers des cochons, qui nouent des contacts fréquents avec eux ? Dans

¹² L'expression désigne jusqu'en 1860 les communes situées entre le mur des Fermiers Généraux et l'enceinte d'Adolphe Thiers.

quelle mesure les cochons produisent des nuisances ? Cette présence provoque des tensions sociales, des préoccupations administratives et trouble des sensibilités urbaines en reconfiguration. L'étude des porcs en ville nécessite d'interroger l'action des pouvoirs publics dans la régulation de cette présence. Ce qu'on peut appeler le gouvernement des bêtes, c'est à dire l'ensemble des mesures qui règlementent la présence et l'usage des porcs à Paris, s'efforce d'agir suivant des impératifs contradictoires : tandis que la consommation de porc augmente et satisfait principalement l'appétit des classes « indigentes » dont les élites urbaines craignent sans cesse la révolte, la promiscuité du bétail, les incommodités qu'elle provoque et l'abattage des bêtes en ville sont de moins en moins tolérés. Les maladies animales sont de surcroît mieux identifiées par la médecine vétérinaire au cours du XIX^e siècle, ce qui contribue à renforcer la présence d'experts vétérinaires et accroître leurs attributions au sein de la préfecture de Police de Paris. L'histoire des porcs de Paris rejoint alors celle des sensibilités urbaines, de l'industrie en ville et des nuisances qu'elle génère, l'histoire de l'hygiénisme et des sciences mobilisés par l'administration publique et enfin, l'histoire de l'alimentation et de l'approvisionnement.

Ces enjeux sont à saisir dans un contexte de profondes transformations urbaines de Paris et des banlieues. D'abord Paris connaît une intense croissance démographique tout au long du siècle, croissance suivie par une augmentation du nombre d'animaux de rente accusés de dégrader le milieu urbain. La population de Paris est multipliée par 5 entre 1801 et 1901. Le nombre de parisiens double déjà entre 1801 et le milieu du siècle, et passe de près de 500 000 à plus d'un million d'habitants dès 1846¹³. Naturellement ces rythmes de croissance varient selon les temporalités et les espaces considérés. La petite banlieue croît avec un rythme particulièrement rapide, toujours supérieur à celui de Paris. Entre 1831 et 1856, son taux de croissance est constamment supérieur à 20%, atteignant même 62,5% entre 1851 et 1856, alors que l'haussmannisation des quartiers centraux expulse de nombreux indigents en dehors de Paris. Celui de Paris dans les limites de 1790 (on l'appelle aussi Ancien Paris) n'excède pas 15%¹⁴. Cette croissance génère une saturation du centre, abondamment commentée par les observateurs de la ville qui n'ont de cesse de décrire les maux sociaux que causent la promiscuité, le manque d'espace, d'eau et d'air du Paris pré-haussmannien.

¹³ D'après les chiffres donnés par COMBEAU Yvan, *Histoire de Paris*, Paris, PUF, 2013 (1999 pour la première édition), p. 60.

¹⁴ CHARLE Christophe, *Paris, "capitales" des XIX^e siècle*, Paris, Points, 2021, p. 321. Il utilise les données établies par CHEVALIER Louis, *La formation de la population parisienne au XIX^e siècle*, Paris, Ined-PUF, 1950.

L'omniprésence des animaux et notamment du bétail est dénoncées par des médecins en raison de l'infection de l'air qu'elle provoque, dans la rue et dans les habitations.

Cette explosion démographique provoque par ailleurs une densification urbaine, qui transforme spatialement et physiquement Paris et sa banlieue. Il devient alors plus difficile d'élever des bêtes, puisque les espaces vides, lâches, se raréfient. Les communes de petite banlieue, espace « semi rural, semi urbain, semi faubourg¹⁵ » pendant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, tendent à se densifier et à perdre leur caractère rural à la fin du siècle, quoique les espaces non bâtis demeurent nombreux. À partir du dernier tiers du XIX^e siècle, les communes suburbaines formant la petite couronne de Paris, Saint-Denis, Aubervilliers, Pantin, Ivry-sur-Seine et Gentilly au premier chef, tendent à accueillir de grands établissements industriels et à se densifier¹⁶. Le centre de Paris, et la rive droite plus particulièrement, sont eux remodelés par l'haussmannisation. Le baron Haussmann, préfet de la Seine de 1842 à 1870, reprend certes des projets urbanistiques antérieurs, mais dans le sillage des épidémies de choléra de 1832, de 1848, de la révolution de Février de cette même année et de la peur du peuple qu'elle renforce, il montre un volontarisme, voire un autoritarisme en faisant percer boulevards et avenues contre la volonté des propriétaires¹⁷. L'enjeu essentiel est ici de mailler, de mieux relier les différents quartiers et faubourgs de Paris, et de faire cesser la saturation du centre en assurant une meilleure circulation. La construction d'avenues et de boulevards facilite de surcroît les flux d'air qu'on pare de vertus sanitaires mais aussi la destruction de barricades en cas de soulèvements.

L'haussmannisation marque une importante phase d'assainissement et de mise en réseaux de Paris. Un premier effort en la matière est certes réalisé par le préfet Rambuteau suite aux épidémies de choléra de 1832 et 1839, qui agissent comme des « électrochocs¹⁸ » auprès des élites urbaines. Il organise la construction de trottoirs, fait paver des rues, établit de nouvelles bornes fontaines, mais son action reste limitée par l'orthodoxie budgétaire et par la volonté de ne pas froisser les propriétaires parisiens. Les premiers travaux du tout-à-l'égout débutent en 1860 et très vite, l'étendue du réseau est multipliée¹⁹. Les communes de petite banlieue annexées en 1860 ne sont équipées véritablement en réseaux et infrastructures urbains (gaz, accès à l'eau, tout à l'égout) qu'au début du XX^e siècle, alors que l'annexion était en partie

¹⁵ CHARLE Christophe, *op. cit.*, p. 25.

¹⁶ BRUNET Jean-Paul, « Constitution d'un espace urbain : Paris et sa banlieue de la fin du XIX^e siècle à 1940 », *Annales*, vol. 40, n° 3, 1985, p. 641-659.

¹⁷ AGULHON Maurice (dir), *La ville de l'âge industriel : Le cycle haussmannien*, Paris, Points, 1998.

¹⁸ CHARLE Christophe, *op. cit.*, p. 25.

¹⁹ CARON François, DÉRENS Jean, PASSION LUC, CEBRON DE LISLE Philippe (dir), *Paris et ses réseaux : naissance d'un mode de vie urbain (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Bibliocité, 1990.

motivée par un sous-équipement sanitaire. L'agglomération parisienne se caractérise donc, à partir du milieu du XIX^e siècle, par la transformation et l'extension de ses réseaux urbains assurant l'approvisionnement en eau potable et non-potable, en gaz mais aussi l'évacuation des déchets.

Le métabolisme urbain et le fonctionnement écologique de la ville connaissent donc d'importantes mutations. Or les porcheries y contribuent par leur capacité à soulager Paris de ses déchets organiques. Et ceci alors même qu'à partir du milieu du siècle, le développement d'engrais chimiques et l'importation croissante de matières fossiles contribuent à dévaloriser les résidus urbains, dont la valeur fertilisante se dégrade parallèlement²⁰. L'usage accru de matières non-recyclables et l'opposition croissante entre salubrité urbaine et récupération des résidus tendent à bouleverser le système de valorisation des *excreta*. Ces résidus, qui étaient auparavant des ressources valorisables pour les villes et les espaces cultivés environnants, deviennent peu à peu des déchets dont on ne sait que faire. Se produit ainsi à la fin du XIX^e siècle une rupture métabolique entre Paris et ses campagnes²¹. Mais les porcheries assurent une relation entre Paris et la banlieue du point de vue de l'évacuation des résidus dont se nourrissent les cochons. En cela, elles éclairent un aspect peu connu du métabolisme parisien.

Ces changements s'opèrent alors que les attributions et les champs de compétences des édiles urbains s'accroissent. Suite au décret de 1810 et à l'ordonnance royale de 1815, la préfecture de police et le Conseil de Salubrité placé sous sa dépendance jouent un rôle fondamental en matière d'implantation d'activités insalubres. Tandis que le conseil expertise les problèmes sanitaires qui touchent le département de la Seine et donc l'installation d'établissements insalubres, la préfecture de Police délivre les autorisations d'installations et doit en théorie s'assurer que les conditions prescrites par les autorisations soient respectées. Les lois sur les établissements classés de 1917 et de 1932 renforcent elles les sanctions contre les exploitants d'industries qui contreviennent aux règlements. Par ailleurs, les services de la préfecture en charge des questions économiques sont plusieurs fois réorganisés pour répondre aux besoins changeants du département de la Seine, alors que les effectifs préfectoraux augmentent et sont équivalents sous la monarchie de Juillet à ceux d'un ministère²².

²⁰ BARLES Sabine, « Les excreta urbains : entre valorisation et abandon (fin XVIIIe-début XXe siècles) », *Raison présente*, vol. 220, n° 4, 2021, p. 9-18 ; JARRIGE François, LE ROUX Thomas, « L'invention du gaspillage : métabolisme, déchets et histoire », *Écologie & politique*, vol. 60, n° 1, 2020, p. 31-45.

²¹ BARLES Sabine, *L'invention des déchets urbains, France, 1790-1970*, Seyssel, Champ vallon, 2005.

²² TULARD Jean, *La police parisienne entre deux révolutions (1830-1848)*, Paris, CNRS Éditions, 2014.

L'essor d'une médecine sociale soucieuse d'intervenir sur l'environnement puis de l'hygiénisme pastorien à la fin du siècle contribuent en outre à étendre le périmètre d'action de l'Etat et des pouvoirs publics, à une époque où les luttes pour l'hygiène publique prennent la forme d'un véritable projet social, moral et politique²³. Alors que la création des *Annales d'hygiène publique et de médecine légale* en 1829 correspond à une phase de structuration du mouvement hygiéniste, la multiplication des revues, journaux et associations acquis aux idées pastoriennes au début du XX^e siècle inaugure un tournant du point de vue de la diffusion de normes d'hygiène auprès du grand public²⁴. L'hygiénisme est consacré comme cause nationale de l'État au terme du XIX^e siècle. Plusieurs communes de banlieue se dotent d'un bureau d'hygiène, chargés parfois de surveiller les porcheries. La médecine vétérinaire et la zootechnie, science de l'optimisation de la productivité animale, sont de plus en plus mobilisées par l'administration, qu'il s'agisse d'améliorer la rentabilité de l'élevage ou de protéger le cheptel et les hommes des maladies animales²⁵.

Les villes sont de surcroît des avant-gardes dans l'élaboration de sensibilités nouvelles qui contribuent à transformer l'environnement urbain et à rejeter le spectacle de la violence publique.

Alain Corbin a documenté la mutation progressive de l'odorat au cours du XVIII^e et du XIX^e siècle. Un « abaissement des seuils de tolérance olfactif » s'opère. D'abord porté par les élites urbaines puis lentement diffusé dans d'autres groupes sociaux, ce changement concourt à rendre intolérable en ville tout ce qui irrite l'odorat. Les odeurs organiques, qu'il s'agisse des émanations des bêtes, de leurs excréments ou les effluves du sang et des cadavres d'animaux en décomposition sont parmi les premières causes de ce dégoût²⁶. La lente désodorisation des villes se fonde en partie sur la présence de moins en moins tolérée d'animaux dans l'espace public. Les cadavres et les écoulements de sang troublent eux les sensibilités visuelles, ce qui explique l'inflation de mesures visant à masquer la mise à mort et le transport des bêtes abattues²⁷.

Se produit concomitamment un autre rejet, celui de la violence dans l'espace public. La construction d'abattoirs répond certes à des impératifs sanitaires mais également à des enjeux moraux. Il s'agit de cacher la mise à mort des bêtes dans des lieux clos, qui soient à l'abri des

²³ ROSANVALLON Pierre, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Points, 1990, p. 128.

²⁴ LECUYER Bernard-Pierre, « L'hygiène en France avant Pasteur, 1750-1850 », in SALOMON-BAYET Claire (dir), *Pasteur et la révolution pasteurienne*, Payot, 1986, p. 67-139

²⁵ BALDIN Damien, *Histoire des animaux domestiques (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Seuil, 2014, pp. 107-114.

²⁶ CORBIN Alain, *Le miasme et la jonquille : l'odorat et l'imaginaire social XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris Flammarion, 2016, [1982 pour la première édition].

²⁷ BALDIN Damien, *op. cit.*, pp. 213-219.

regards de tous, et ceux des enfants en particulier. Au-delà de l'abattage des bêtes, les mauvais traitements commis à leur égard dans la rue sont réprimés pour la première fois par la loi Grammont de 1850. Là encore, elle porte un projet moral, celui d'adoucir et de pacifier les mœurs jugées brutales des classes populaires et des bouchers en premier lieu²⁸. Cette loi a été portée par la jeune Société Protectrice des Animaux, fondée en 1845, qui s'efforce de la faire appliquer en récompensant les agents de police qui dénoncent ces violences publiques. Un mouvement zoophile - le mot désigne alors la sensibilité politique à l'égard du sort des animaux - s'organise au cours du siècle, diffuse de nouvelles normes morales et transforme « les régimes de sensibilité²⁹ » des élites urbaines, en témoigne la formation rapide d'antennes de la SPA en province.

Rappelons que le nombre d'animaux atteint son apogée en ville au XIX^e siècle³⁰. Dans l'espace public d'abord. Loin de diminuer, le nombre de chevaux croît à Paris et atteint son acmé durant le dernier tiers du siècle. Cette omniprésence chevaline, bien documentée, contribue à modeler l'environnement urbain. L'approvisionnement des bêtes, la nécessité de construire des écuries et des lieux spécialisés dans leur accueil, l'évacuation de leurs rejets, le traitement de leurs cadavres dans les clos d'équarrissage ou simplement la régulation du trafic des voitures hippomobiles sont autant de contraintes qui pèsent sur la ville³¹. D'autant plus que ces voitures hippomobiles sont volumineuses et que le comportement des chevaux, parfois imprévisible, entraîne de nombreux accidents. Une des principales fonctions de la préfecture de police au XIX^e siècle consiste à réglementer le trafic incessant des voitures à Paris. Les conducteurs de troupeaux de porcs doivent donc partager les rues qu'ils traversent avec ces voitures toujours plus nombreuses. Or les troupeaux de bétail foulant les voies de l'agglomération parisienne se multiplient eux aussi, du fait d'une hausse de la consommation de viande. Jusqu'à la construction des abattoirs de la Villette en 1867 et son raccordement au chemin de fer, qui permet de faire venir les bestiaux par le train, les troupeaux de bétail

²⁸ AGULHON Maurice, « Le sang des bêtes. Le problème de la protection des animaux en France au XIX^e siècle », *Romantisme*, vol. 11, n° 31, 1981, p. 81-110 ; PIERRE Éric, « Réformer les relations entre les hommes et les animaux : fonction et usages de la loi Grammont en France (1850-1914) », *Déviance et Société*, vol. 31, n° 1, 2007, p. 65-76.

²⁹ BALDIN Damien, « De l'horreur du sang à l'insoutenable souffrance animale. Élaboration sociale des régimes de sensibilité à la mise à mort des animaux (19^e-20^e siècles) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 123, n° 3, 2014, p. 52-68.

³⁰ DELUERMOZ, Quentin et François JARRIGE, « Introduction. Écrire l'histoire avec les animaux », *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, n° 54, 1 août 2017, p. 15-29.

³¹ BOUCHET Ghislaine, *Le cheval à Paris de 1850 à 1914*, Genève, Droz, 1993 ; ROCHE Daniel, *La Culture équestre de l'Occident, XVI^e-XIX^e siècle. L'ombre du cheval. T. I, Le Cheval moteur, essai sur l'utilité équestre*, Paris, Fayard, 2008.

circulent dans Paris³². Si les abattoirs napoléoniens de 1818 ont marqué pour un temps l'exclusion des bandes de bestiaux de boucheries de Paris, l'urbanisation et l'extension de Paris réintègre les abattoirs et par conséquent ces troupeaux dans le tissu urbain. Suite à l'annexion des communes de petite banlieue, Paris dispose de dix abattoirs, ce qui contribue à disperser la présence de bétail au gré des itinéraires qu'ils empruntent pour les rejoindre. Par ailleurs, la préfecture de police intensifie sa lutte contre l'errance canine en généralisant l'extermination des chiens et en renforçant sa fourrière alors que parallèlement la possession d'animaux domestiques augmente et se voit davantage encadrée³³. Se dessine une dichotomie entre des animaux domestiques de mieux en mieux dressés, symptômes de civilisation et des animaux errants et de rente dont la présence dans l'espace public est de moins en moins tolérée.

Historiographie critique

Cette recherche se situe à la jonction de différents courants historiographiques qui tendent cependant à s'entrecroiser sous l'égide de l'histoire environnementale.

Le premier tient à ce que Geneviève Massard-Guilbaud a appelé « l'histoire environnementale de l'urbain³⁴ ». Dans le sillage des travaux fondateurs de William Cronon³⁵, cette approche historicise la place de la nature (plus souvent végétale qu'animale) en ville³⁶, les relations que les hommes et les femmes nouent avec leur environnement urbain, la constitution de réseaux d'assainissement, d'énergie et de transports, les nuisances industrielles en ville et leurs régulations, et enfin ce qu'on appelle le métabolisme urbain, c'est-à-dire les flux de matières consommées, transformées et rejetées par les villes. C'est finalement la notion même d'urbain et d'urbanité qu'interroge cette approche³⁷. Pour comprendre les débats générés par la construction des abattoirs et des porcheries, je me suis fréquemment appuyé sur les études de Thomas Le Roux relatives au « gouvernement des nuisances » à

³² PHILIPP Elisabeth, « L'approvisionnement de Paris en viande et la logistique ferroviaire, le cas des abattoirs de La Villette, 1867-1974 », *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 41, 30 avril 2010, p. 113-141.

³³ BALDIN Damien, *op. cit.*, pp. 228-239.

³⁴ MASSARD-GUILBAUD Geneviève, « Pour une histoire environnementale de l'urbain », *Histoire urbaine*, vol. 18, n° 1, 2007, p. 5-21.

³⁵ CRONON William, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New-York, Norton, 1991. Voir également: CRONON William (dir), *Uncommon Ground. Rethinking the Human Place in Nature*, New York, Norton, 1995.

³⁶ MATHIS Charles-François et PÉPY Émilie-Anne, *La ville végétale. Une histoire de la nature en milieu urbain (France, XVII^e-XXI^e siècle)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2017.

³⁷ HAUMANN Sebastian, KNOLL Martin, MARES Detlev (dir), *Concepts of Urban-Environmental History*, Columbia University Press, 2020.

Paris et au rôle joué par le Conseil de Salubrité en matière d'implantation industrielle³⁸. Il a analysé dans un article l'augmentation considérable du nombre de vacheries parisiennes et leur implantation géographique au temps de la première industrialisation, à l'aube du XIX^e siècle³⁹.

La mise en place de porcheries dans l'agglomération parisienne a été très récemment remarquée⁴⁰ mais jamais analysée en tant que telle, que ce soit au XIX^e ou au XX^e siècle. L'historien britannique Thomas Almeroth-Williams a toutefois dédié un chapitre aux vacheries et aux porcheries du Londres de l'époque victorienne, dans un livre qui parvient à faire une histoire sociale et matérielle des Londoniens et de leurs animaux⁴¹. Je me suis beaucoup fondé sur cette enquête, qui m'a fourni une méthodologie d'analyse et m'a permis de comparer Paris à Londres du point de vue des modalités d'implantations des porcheries et de comprendre leur liens matériels avec les autres activités urbaines. L'histoire environnementale canadienne montre un fort dynamisme quant à l'étude des relations entre bétail et milieu urbain au XIX^e siècle et offre donc un autre point de comparaison⁴².

Initialement, je ne pensais pas devoir utiliser autant de travaux de ce courant historiographique mais les porcheries étant des établissements insalubres de 1^{ère} puis de 2^{ème} classe à partir de 1886, il m'a fallu contextualiser les nuisances qu'elles causent et leur implantation au regard de recherches plus amples sur les pollutions industrielles. Pour analyser les problèmes environnementaux qu'elles posent, au premier rang desquels figurent la contamination des cours d'eaux par leurs eaux usées, je me suis appuyé sur une abondante production historique dédiée à l'étude des pollutions de l'eau en milieu urbain de la fin du XIX^e au premier tiers du XX^e siècle⁴³. La construction d'abattoirs et de porcheries est par

³⁸ LE ROUX Thomas, *Le laboratoire des pollutions industrielles. Paris, 1770-1830*, Paris, Albin Michel, 2011 ; JARRIGE François et LE ROUX Thomas, « Chapitre III. Révolution dans les réglementations », *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, Paris, Points, 2017, p. 123-155.

³⁹ LE ROUX Thomas, « La grande ferme des 5 000 vaches laitières de Paris (1770-1815) », *Études rurales*, vol. 207, n° 1, 2021, p. 22-51.

⁴⁰ DÉPLAUDE Marc-Olivier, « Histoire des porcheries industrielles #1 – Les débuts », 1 mars 2024, <https://lestive.hypotheses.org/2206> ; DÉPLAUDE Marc-Olivier, « Histoire des porcheries industrielles #2 – Quand les porcheries débordent (années 1900-1930) », 5 avril 2024, <https://lestive.hypotheses.org/2670>

⁴¹ ALMEROTH-WILLIAMS Thomas, *City of beasts: How animals shaped Georgian London*, Manchester University Press, 2019.

⁴² MURTON James, *Canadians and Their Natural Environment*, Oxford University Press, 2021, et tout particulièrement le chapitre « The Environment of Industry », p. 111-139 ; BRADBURY Bettina, « Pigs, Cows, and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families, 1861-91 », *Labour / Le Travail*, vol. 14, 1984, p. 9-46 ; KHERAJ Sean, « Urban Environments and the Animal Nuisance: Domestic Livestock Regulation in Nineteenth-Century Canadian Cities », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 44, n° 1-2, 2015, p. 37-55 ; RONDEAU Serge-Olivier, « Qui mange du porc mange sa mort ». *Une histoire de l'encadrement réglementaire de l'élevage urbain au XIX^e siècle à Montréal et une sociologie de ses effets*, Mémoire de maîtrise de sociologie, Université du Québec à Montréal, 2018.

⁴³ La bibliographie sur le sujet est importante. Retenons pour l'instant le travail de Stéphane Frioux, de Geneviève Massard-Guilbaud, de Catherine Carré et Laurence Lestel. FRIOUX Stéphane, « L'environnement

ailleurs souvent liée à la question des réseaux urbains, et des égouts en particulier. Les pouvoirs publics sont en effet amenés à autoriser ou à refuser des établissements en fonction de la présence effective ou attendue d'égouts.

À cette question s'ajoute celle du métabolisme urbain du Paris du XIX^e siècle, qui a été étudiée par Sabine Barles, Thomas Le Roux et Laurent Herment⁴⁴. Tous examinent la façon dont Paris et sa banlieue sont structurés par des flux, des échanges de matières autour desquels s'organisent souvent des conflits scientifiques, sociaux et politiques. J'espère contribuer à ces questionnements en interrogeant le rôle écologique des porcs et des porcheries, dans la mesure où ils permettent au milieu urbain, et à Paris en particulier, de transformer ses résidus organiques⁴⁵. Cette transformation produit des pollutions qui génèrent des conflits entre la préfecture de police et les communes de banlieue, car ce sont elles qui souffrent de ces nuisances. Cette histoire rejoint ici la longue série des conflits opposant Paris à ses banlieues dans la gestion de ses résidus⁴⁶.

Un second courant sur lequel je me fonde renvoie à l'histoire des sciences, de l'hygiénisme et des sensibilités au XIX^e siècle. Les travaux pionniers d'Alain Corbin⁴⁷, de Georges Vigarello⁴⁸ et de Patrice Bourdelais⁴⁹ me permettent de mesurer la diffusion dans les pouvoirs publics de catégories mentales, d'acteurs et de pratiques hygiénistes qui contribuent à construire les normes sanitaires régissant l'implantation d'activités industrielles et qui modèlent l'espace urbain. La montée en puissance de la science vétérinaire et des vétérinaires dans la société française du XIX^e siècle a été analysée par Ronald Hubscher dans un ouvrage reconnu⁵⁰. Cette perspective d'histoire sociale des vétérinaires m'a été utile pour

urbain, un défi sanitaire au cœur de la "Belle Époque" », dans *Les batailles de l'hygiène*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 17-54 ; MASSARD-GUILBAUD Geneviève, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010 ; LESTEL Laurence, CARRÉ Catherine (dir), *Les rivières urbaines et leur pollution*, Versailles, Éditions Quæ, 2017.

⁴⁴ HERMENT Laurent, LE ROUX Thomas (dir), « Recycling: The Industrial City and Its Surrounding Countryside, 1750-1840 », *Journal of the History of Environment and Society*, n° 2, 2017 ; HERMENT Laurent, « Vidanges et fertilisants. Le cas de la poudrette parisienne au XIX^e siècle », *Journal of the History of Environment and Society*, n° 2, 2017.

⁴⁵ L'historien Ted Steinberg a forgé la notion d'*organic city* (ville organique) pour qualifier le métabolisme urbain des villes canadiennes d'avant 1850. Voir STEINBERG Ted, *Down to Earth: Nature's Role in American History*, New-York, Oxford University Press, 2002.

⁴⁶ GUILLERME André, LEFORT Anne-Cécile et JIGAUDON Gérard, *Dangereux, insalubres et incommodes. Paysages industriels en banlieue parisienne XIX^e - XX^e siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

⁴⁷ CORBIN Alain, *Le miasme et la jonquille : l'odorat et l'imaginaire social XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris Flammarion, 2016, [1982 pour la première édition].

⁴⁸ VIGARELLO Georges, *Le propre et le sale : l'hygiène du corps depuis le Moyen âge*, Paris, Points, 2014, [1987 pour la première édition].

⁴⁹ BOURDELAIS Patrice (dir.), *Les hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques*, Paris, Belin, 2001.

⁵⁰ HUBSCHER Ronald, *Les maîtres des bêtes: les vétérinaires dans la société française, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 1999.

contextualiser l'essor des vétérinaires dans l'administration préfectorale ainsi que leur rôle en matière de contrôle des porcheries et des abattoirs. La question de l'action des pouvoirs publics vis-à-vis des maladies animales touchant le bétail (épizooties, zoonoses) n'a pas fait l'objet d'une synthèse mais quelques études dispersées, surtout consacrées aux pathologies touchant les ovins et les bovins, permettent de comprendre les enjeux liés à la surveillance vétérinaire des porcs par la préfecture de police⁵¹. J'entends donc par l'analyse de cette politique à échelle du département de Seine préciser les spécificités de l'action vétérinaire de la préfecture de police en matière de contrôle et de surveillance du bétail.

J'utilise aussi, dans une moindre mesure, des travaux venant de l'histoire de l'alimentation et de l'approvisionnement parisien. Si je n'ai pas directement problématisé mon travail en termes de filières et de flux d'approvisionnement, ces travaux m'ont néanmoins aidé à avoir un ordre de grandeur quant au nombre de bêtes consommées annuellement par Paris, à comprendre le fonctionnement concret des marchés et des abattoirs et enfin, à mieux connaître les acteurs de la boucherie et de la charcuterie. Sur ce point, je dois beaucoup à Sylvain Leteux, qui a abondamment documenté l'histoire de la boucherie parisienne au XIX^e siècle, tant dans ses aspects institutionnels⁵², économiques⁵³ que matériels⁵⁴ et logistiques⁵⁵.

Reynald Abad a lui analysé les réseaux et les modalités d'approvisionnement alimentaire de Paris au XVIII^e siècle dans un ouvrage très reconnu⁵⁶. Bien qu'il n'étudie pas le XIX^e siècle, son enquête m'a permis de contextualiser et de problématiser les sources relatives aux marchés à porcs et à l'élevage urbain, en les inscrivant dans une temporalité plus étendue. Il a de surcroît étudié la question de l'exclusion manquée des tueries de Paris au XVIII^e siècle⁵⁷,

⁵¹ VALLAT François, « Les épizooties en France de 1700 à 1850. Inventaire clinique chez les bovins et les ovins », *Histoire & Sociétés Rurales*, vol. 15, n° 1, 2001, p. 67-104. ; BERDAH Delphine, *Abattre ou vacciner ? La France et le Royaume-Uni en lutte contre la tuberculose et la fièvre aphteuse (1900-1960)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2018 ; BARROUX Gilles, « La santé des animaux et l'émergence d'une médecine vétérinaire au XVIII^e siècle », *Revue d'histoire des sciences*, vol. 64, n° 2, 2011, p. 349-376.

⁵² LETEUX Sylvain, *Libéralisme et corporatisme chez les bouchers parisiens (1776-1944)*, Thèse de doctorat d'histoire, Université de Lille 3, 2005.

⁵³ « La viande de boucherie, produit de luxe ou de consommation courante ? Les débats autour de la cherté de la viande en France (1880-1940) », in NOURISSON Didier (dir.), *Boire et manger, une histoire culturelle*, Actes du colloque du festival d'histoire de Montbrison de 2016, Editions La Diana, 2018, pp. 71-90.

⁵⁴ « Les nuisances dans la ville: le cas des abattoirs parisiens (du XVIII^e au début du XX^e siècle) », *Bulletin de la société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France*, Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France, 2013, 140^e année.

⁵⁵ « L'impact des transports ferroviaires sur la filière viande et la consommation carnée à Paris (1850-1920) », *Revue d'Histoire des chemins de fer*, 30 avril 2010.

⁵⁶ ABAD Reynald, *Le grand marché. L'approvisionnement alimentaire de Paris sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2001.

⁵⁷ « Les tueries à Paris sous l'Ancien Régime ou pourquoi la capitale n'a pas été dotée d'abattoirs aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Histoire, économie & société*, vol. 17, n° 4, 1998, p. 649-676.

ce qui me permet là encore de situer la concentration des abattoirs de la Villette dans une histoire longue. Elisabeth Philipp a étudié dans sa thèse la question de l'approvisionnement de Paris en viande sur le temps long du XIX^e siècle jusqu'aux années 1970, en analysant les marchés, entrepôts et abattoirs dans leur matérialité et du point de vue de la structuration professionnelle des bouchers⁵⁸.

Une tendance de l'histoire de l'alimentation s'est intéressée à la question de la sécurité alimentaire et du contrôle de la qualité de la nourriture par les autorités⁵⁹. Les « peurs alimentaires » ont fait l'objet d'une synthèse qui consacre plusieurs passages à l'enjeu du contrôle de la salubrité de la viande⁶⁰.

Si l'histoire de la boucherie parisienne à cette époque est bien connue, celle de la charcuterie reste à faire, ce qui n'a pas facilité ma compréhension des sources sur ce point. Comment expliquer ce manque ? Les causes me paraissent historiques et archivistiques. Les Parisiens consommaient davantage de boeufs que de porcs. Les bouchers étaient bien plus nombreux que les charcutiers, mieux structurés et agissaient continuellement avec les pouvoirs publics, que ce soit en s'opposant aux administrations ou en collaborant. Les syndicats, les journaux spécialisés et autres organisations de bouchers ont produit de nombreux documents écrits, qui n'ont pas d'équivalent pour le milieu de la charcuterie. La viande porcine était en outre associée à l'alimentation rurale et en ville, à l'alimentation populaire tandis que Paris est reconnue pour sa consommation importante de bœuf. Bien que le rôle écologique du cochon en ville et son importance dans l'alimentation en temps de crise étaient reconnus, cet animal souffrait d'une nette dévalorisation culturelle en comparaison avec le bœuf. Ces raisons expliquent que le milieu de la boucherie parisienne soit *in fine* davantage visible dans les sources.

Avec ce travail, je m'inscris aussi dans une perspective d'histoire des animaux. Dans l'espace académique francophone, l'histoire des animaux n'est pas un courant historiographique institutionnalisé⁶¹. Il n'existe aucune chaire, aucun laboratoire ou revue

⁵⁸ PHILIPP Elisabeth, *L'approvisionnement de Paris en viande : entre marchés, abattoirs et entrepôts 1800-1970*, Thèse de doctorat d'histoire, CNAM, 2004.

⁵⁹ STANZIANI Alessandro, *Histoire de la qualité alimentaire (XIX-XXe siècle)*, Paris, Seuil, 2005.

⁶⁰ FERRIÈRES Madeleine, *Histoire des peurs alimentaires. Du Moyen-Âge à l'aube du XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2002.

⁶¹ L'*Animal Studies Journal* accueille par exemple depuis 2012 des articles venant des sciences sociales et des sciences naturelles, avec pour objectif explicite d'améliorer les relations homme-animaux. Une rapide revue des travaux publiés montre que les historiens y sont fort actifs. Un *Animal History Group* a été fondé en 2016 par un groupe de doctorants du *King's College*. Il s'efforce de renforcer les liens entre historiens de ce sous champ en organisant des conférences, séminaires et des clubs de lecture. Une revue dédiée à la question, intitulée *Animal History*, devrait voir le jour en 2025.

dédié à la question et les études historiques sur le sujet sont aujourd'hui dispersées au gré des traditions historiographiques (histoire sociale, histoire culturelle des sensibilités et des imaginaires, histoire des sciences, histoire environnementale) et des spécialisations chronologiques. Par ailleurs, faire l'histoire des animaux implique de se positionner sur des débats méthodologiques et théoriques particulièrement vifs, qui montrent que le champ est encore en structuration. Plutôt que de s'autonomiser vis-à-vis d'autres écoles historiographiques, l'histoire des animaux semble au contraire irriguer les différents courants préexistants sans affirmer de spécificité institutionnelle. En France, les récents travaux qui s'y rattachent s'inscrivent bien souvent dans l'histoire environnementale, l'histoire des sciences ou l'histoire sociale et culturelle du XIX^e siècle. Ajoutons qu'étudier les relations hommes-animaux ne va pas de soi tant la question paraît *a priori* anhistorique. Par conséquent, les historiens de cet espace prennent fréquemment la peine de légitimer leurs objets d'études en introduction, en rappelant que les relations hommes-animaux, la place des bêtes dans l'espace et les imaginaires sont autant de phénomènes sociaux, qu'il faut donc historiciser.

Il est évidemment impossible de résumer ici l'histoire de ce champ⁶². Retenons simplement que l'histoire des animaux a depuis longtemps été abordée par les historiens des mondes ruraux, de l'élevage et de la chasse, qui proposaient souvent une approche comptable et économique des bêtes⁶³. L'histoire culturelle s'est aussi saisie précocement des animaux, depuis les années 1980, en les intégrant dans une histoire plus vaste des sensibilités, des émotions et des imaginaires sociaux. En 2007 est paru *A Cultural History of Animals*, un travail collectif en six volumes couvrant l'histoire des animaux de l'Antiquité à nos jours. Les sources consultées dans ces approches sont essentiellement littéraires et proviennent d'écrits légués souvent par de riches propriétaires. Les animaux domestiques ont été particulièrement scrutés dans cette perspective, au regard des métamorphoses de l'intime et de la domesticité bourgeoise que connaît le XIX^e siècle. Remarquons aussi que certains animaux ont été privilégiés au détriment d'autres. Chevaux et chiens ont été bien plus analysés que les chats ou que les animaux de rente.

⁶² Le lecteur intéressé par cette question pourra consulter ESTEBANEZ, Jean, « Pour une ville vivante ? Les animaux dans la fabrique de la ville, histoire d'une requalification partagée », *Histoire urbaine*, vol. 44, n° 3, 2015, p. 5-20. Sur l'enjeu spécifique de l'histoire des animaux au XIX^e siècle, DELUERMOZ, Quentin et François JARRIGE, *art. cit.*,. Un premier bilan historiographique avait été dressé par Éric Baratay et Jean-Luc Mayaud en 1997. Sa lecture nous permet, rétrospectivement, de mesurer l'essor de l'histoire des animaux et des débats qu'elle soulève. Voir BARATAY Éric, MAYAUD, Jean-Luc, « Un champ pour l'histoire : l'animal », *Cahiers d'Histoire*, 42-3/4, 1997.

⁶³ BARATAY Éric, MAYAUD, Jean-Luc, *art. cit.*,.

Si l'histoire culturelle des animaux domestiques est écrite, on manque en revanche d'histoire environnementale, sociale et matérielle du phénomène. Plusieurs travaux proposant cette approche ont néanmoins été publiés depuis peu. Damien Baldin a consacré plusieurs chapitres de son *Histoire des animaux domestiques* à la question de l'errance canine dans le Paris du XIX^e siècle et sa régulation par la préfecture de police. Arnaud Exbalin revendique une approche anthropocentrée des massacres de chiens qui scandent l'histoire des villes européennes et américaines, une perspective qui permette d'en révéler les « dimensions matérielles et logistiques, politiques et environnementales, sanitaires et hygiénistes⁶⁴ ». François Jarrige a lui documenté le rôle souvent méconnu et oublié du moteur animal dans la genèse de l'ère industrielle⁶⁵, prolongeant les interrogations de Jason Hribal quant au statut prolétaire de l'animal⁶⁶. Deux ouvrages adoptant cet angle d'histoire matérielle et sociale ont été consacrés à l'histoire des relations hommes-animaux à Londres⁶⁷.

Il n'existe malheureusement aucun équivalent parisien, de sorte que la présence des animaux en dehors des espaces domestiques reste fondamentalement peu connue. Ghislaine Bouchet a cependant étudié les chevaux de Paris au XIX^e siècle, en insistant sur les conséquences matérielles et sociales de cette omniprésence chevaline⁶⁸. Olivier Faure s'est lui intéressé à la question de l'exclusion des animaux de bétail à Lyon au XIX^e siècle et à ses causes morales et sanitaires⁶⁹. Ses réflexions m'ont aidé à problématiser des sources qui m'auraient paru prosaïques et banales. Citons enfin Emmanuel Porte, qui a analysé dans sa thèse l'errance canine et son contrôle policier à Madrid et Marseille à la fin du XVIII^e siècle⁷⁰. Son enquête met en valeur la spatialité de la présence animale dans la rue et m'aide à identifier les ressorts de la familiarité entre hommes et cochons. Ces travaux ont pour point commun de mettre en lumière les relations quotidiennes qui unissent humains et animaux mais également les implications matérielles, sanitaires et administratives de cette présence animale.

⁶⁴ EXBALIN Arnaud, *La grande tuerie des chiens. Mexico en Occident. XVIIIe-XXIe siècles*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2023, p. 12.

⁶⁵ JARRIGE François, *La ronde des bêtes. Le moteur animal et la fabrique de la modernité*, Paris, La Découverte, 2023.

⁶⁶ HRIBAL Jason, « Animals are Part of the Working Class. A Challenge to Labor History », *Labor History*, vol. 44, n° 4, 2003 ; HRIBAL Jason, « Animals, Agency, and Class. Writing the History of Animals from Below », *Human Ecology Review*, vol. 14, n° 1, 2007.

⁶⁷ ALMEROTH-WILLIAMS, *City of Beasts*, op. cit ; VELTEN Hannah, *Beastly London. A History of Animals in the City*, Londres, Reaktion Books, 2013.

⁶⁸ BOUCHET Ghislaine, *Le cheval à Paris de 1850 à 1914*, Genève, Droz, 1993.

⁶⁹ FAURE Olivier, « Le bétail dans la ville au XIXe siècle : exclusion ou enfermement ? », *Cahiers d'histoire*, n° 42-3/4, 1997.

⁷⁰ PORTE Emmanuel, *L'appel de la rue. Errance animale, communautés anthropozoologiques et encadrement policier dans les sociétés françaises et espagnoles (Marseille, Madrid, 1700-1840)*, Thèse de doctorat d'histoire, Aix-Marseille Université, 2022.

Les relations hommes-animaux à Paris ont en fait été souvent appréhendées dans certains espaces particuliers tels que les zoos et les cirques . Pourtant, l'histoire urbaine des animaux (ou l'histoire animale des villes⁷¹) est féconde. Au-delà des zoos et des cirques qui ont fait l'objet d'enquêtes approfondies, le milieu urbain apparaît comme un lieu d'étude privilégié des relations hommes-animaux⁷². La promiscuité et la familiarité qu'il impose entre animaux et bêtes, la présence de marchés, d'abattoirs ou de lieux d'élevage (porcheries, vacheries mais également quantité de modestes élevages de volailles et de lapins), les nuisances produites en conséquence, le fait que les villes soient bien souvent des avant-postes dans l'élaboration de normes sanitaires ou plus prosaïquement, la relative abondance d'archives, voilà autant d'éléments qui justifient l'intérêt de l'histoire des animaux en ville.

Je voudrais enfin préciser mon positionnement quant à l'usage de la notion d'agentivité dans ce travail. Dans un contexte général où les sciences sociales considèrent davantage le rôle et le point de vue des acteurs non-humains, Eric Baratay a largement contribué à populariser le concept d'agentivité animale en histoire. Si sa définition varie, l'agentivité désigne ici la capacité d'un animal à être acteur, de façon plus ou moins intentionnelle, de son environnement. Dans ses travaux les plus récents, Baratay défend un usage large de cette notion, qui permet d'appréhender le vécu individuel des animaux étudiés⁷³. Il est alors nécessaire de faire appel à l'éthologie, science du comportement des animaux, pour mieux les comprendre. En critiquant l'anthropocentrisme dominant en histoire, Baratay se rapproche, comme l'a souligné Damien Baldin⁷⁴, d'une forme d'éthologie historique ou d'histoire naturelle des animaux, enrichie il est vrai des apports de l'éthologie. Au-delà des importants débats épistémologiques et éthiques que soulève cette question, il me semble que ce sont avant tout les sources qui déterminent notre méthodologie. Mes sources mentionnent peu les comportements singuliers des cochons, même si leurs réactions au milieu urbain sont souvent évoquées. Il m'apparaît donc impossible d'écrire cette enquête du point de vue animal, ce qui ne signifie pas pour autant être aveugle aux comportements des bêtes. Le débat entre anthropocentrisme et zoocentrisme en histoire est parfois excessivement polarisé alors qu'il

⁷¹ HODAK Caroline, « Les animaux dans la cité: pour une histoire urbaine de la nature », *Genèses*, 37, 1999, pp. 156-169.

⁷² ROCHE Daniel, « Histoire des Animaux. Questions pour l'histoire des villes », *Histoire urbaine*, vol. 47, n° 3, 2016, p. 5-12.

⁷³ BARATAY Éric, *Le Point de vue animal, une autre version de l'histoire*, Seuil, 2012 ; *Biographies animales, des vies retrouvées*, Seuil, 2017 ; *Cultures félines (XVIIIe-XXIe). Les chats créent leur histoire*, Paris Seuil, 2021.

⁷⁴ BALDIN Damien, *op. cit.*, p. 78.

est possible, comme l'a montré François Jarrige⁷⁵, de prêter attention aux vies des animaux sans abandonner une perspective anthropocentrée. C'est cette même approche que je revendique ici.

Présentation des sources et de la méthodologie

Mon but étant de faire une histoire sociale, matérielle et politique des porcs en ville, j'ai volontairement délaissé les dimensions d'imaginaires culturels, tout en ayant constaté que peu de sources permettent de les caractériser. Mes principales sources, tant en quantité qu'en qualité, sont des archives administratives.

Les archives de la préfecture de police de Paris⁷⁶ contribuent très majoritairement à mon travail. Les attributions de la préfecture de police au XIX^e et au XX^e siècle sont telles qu'elle a sous sa responsabilité l'approvisionnement de Paris et l'implantation d'activités industrielles insalubres et incommodes dans tout le département de la Seine. Par conséquent, c'est elle qui surveille et administre les marchés à porcs, qui définit les itinéraires que doivent suivre les troupeaux pour se rendre des marchés aux abattoirs et qui réglemente et contrôle ces derniers. Elle est aussi chargée de surveiller les établissements insalubres, parmi lesquels figurent les porcheries et les abattoirs. C'est donc à elle que s'adressent les charcutiers de Paris lorsqu'ils ont des réclamations à formuler. Ces tâches sont affectées à différents services de la préfecture de police. Le troisième bureau de la première division a sous sa responsabilité les établissements dangereux et insalubres, soit les abattoirs et les porcheries. La troisième division gère les affaires économiques et comprend à ce titre plusieurs bureaux et services spécialisés dits *services actifs*. Elle s'occupe notamment des questions d'approvisionnement et de circulation urbaine. L'inspection des Halles et marchés, un de ces services spéciaux, produit de nombreux rapports qui documentent le quotidien des marchés à porcs.

Le conseil de Salubrité, créé en 1802, est un organe d'expertise sanitaire relié à la préfecture de Police. Il la conseille, rédige parfois les ordonnances relatives à son champ de compétence et exprime son avis sur les questions qui le concernent. J'ai utilisé les compte-rendus de ses séances et ses rapports pour analyser les modalités d'implantation des porcheries, des

⁷⁵ JARRIGE François, « 5. Des vies prolétaires. Le travail des animaux entre contraintes et nécessités », *op. cit.*, pp. 255-303.

⁷⁶ Désormais « APP ».

abattoirs mais aussi pour connaître son positionnement sur certains enjeux particuliers, tel que le rôle des porcs dans l'économie de l'équarrissage.

Un service de police sanitaire des animaux est par ailleurs institué au sein de la préfecture de police en 1881. Il a pour mission de limiter la circulation des épizooties - qu'on tend à mieux identifier - parmi les animaux de rente et d'assurer la bonne tenue sanitaire des établissements comportant des bêtes. Des vétérinaires sont chargés de visiter les espaces susceptibles d'accueillir ces animaux (marchés, abattoirs et porcheries), d'identifier les épizooties ainsi que le nombre d'animaux infectés et de produire des rapports faisant état de la situation constatée. En 1893, le Service vétérinaire Sanitaire (SVS) de la préfecture voit le jour. Il est chargé à partir de 1896 de surveiller les porcheries du département de la Seine. Ce sont donc des sources importantes pour comprendre les modalités du contrôle sanitaire et politique des animaux dans la préfecture de la Seine mais également pour analyser le poids croissant des vétérinaires dans l'administration préfectorale.

Mais ce sont essentiellement les dossiers d'enquête de commodo et d'incommodo c qui éclaire cette question de l'élevage de porcs en banlieues.

Alors que les porcheries étaient rangées dans la 1^{ère} classe des établissements insalubres par le décret d'octobre 1810, elles sont déclassées en 2^{ème} classe par un décret de mai 1886. Elles ne doivent plus être rigoureusement éloignées des habitations, ce qui contribue à augmenter considérablement leur installation dans le département de la Seine au tournant des XIX^e et XX^e siècles. Je supposais qu'il était plus intéressant d'étudier les porcheries situées en banlieue proche de Paris car elles me paraissaient plus susceptibles d'entretenir des liens économiques et organiques - du fait des flux des matières utilisés pour nourrir les porcs - avec la capitale mais aussi avec les activités industrielles environnantes.

Au sein des archives départementales de Seine-Saint-Denis et du Val de Marne⁷⁷, j'ai consulté la série DM qui comprend les établissements insalubres. Cette série est organisée selon la classe que leur a attribuée le décret d'octobre 1810 ou selon leur date et leur commune d'installation. L'objectif était d'abord de quantifier le nombre de porcheries de l'agglomération parisienne afin de proposer une chronologie de leur implantation. Je tenais aussi à cartographier ce phénomène à l'échelle de la commune, de l'arrondissement et du département. Ceci afin de comprendre comment les porcheries marquent l'environnement local, tant dans ses dimensions spatiales que sanitaires, et comment elles s'inscrivent dans une dynamique plus large d'industrialisation des communes suburbaines. L'étude des dossiers

⁷⁷ Respectivement « AD 93 », « AD 94 »

d'enquête devait aussi révéler le fonctionnement de la porcherie urbaine de la fin du XIX^e siècle et mettre en lumière les normes et les pratiques d'hygiène industrielle des différents pouvoirs publics relatifs à l'implantation de ces établissements.

Néanmoins, les dossiers d'enquête se sont révélés majoritairement lacunaires. Il manque bien souvent les rapports des commissaires de police, du Conseil de salubrité et les procès-verbaux et comptes-rendus d'enquête. Ces inconvénients sont toutefois partiellement compensés par les archives municipales, et en particulier par les registres de délibérations des conseils municipaux. Ces sources donnent à voir l'attitude des communes quant à l'établissement de porcheries et les problèmes qu'elles posent. Elles sont donc un outil essentiel pour mesurer la conflictualité sociale et environnementale générée par cette activité. En plus des registres de délibérations, les archives municipales ont parfois conservé des extraits des enquêtes de *commodo* et d'*incommodo*. La ville d'Ivry était elle dotée d'un bureau d'hygiène chargé des établissements classés, ce qui explique la richesse de ses fonds sur cette question. J'ai consulté les registres de délibérations de communes de proche banlieue et les dossiers d'enquête liés aux porcheries. Ont été analysées les archives d'Aubervilliers, de Saint-Denis, d'Ivry-sur-Seine, de Villejuif et de Gennevilliers.⁷⁸ J'ai choisi ces communes car elles avaient été signalées par d'autres sources comme accueillant un nombre important de porcheries. Je ne cherchais pas à étudier l'ensemble des porcheries établies dans le département de la Seine des années 1880 aux années 1930, mais simplement à comprendre les problèmes environnementaux types posés par ces établissements et les réactions des pouvoirs municipaux, dans un contexte d'industrialisation de certaines communes de banlieue et de hausse des pollutions qui en découle.

L'étude d'imprimés et d'articles de presse éclaire certains enjeux particuliers. Le fonctionnement des abattoirs et des marchés a été décrit par des observateurs de la vie parisienne et par des professionnels du secteur de la viande. Quelques articles de presse rendent compte de troubles causés par les troupeaux de cochons circulant en ville, de tensions générées par les abattoirs ou encore des actions de la SPA dans l'espace public suite à l'adoption de la loi Grammont en 1850. Le très vaste corpus de littérature hygiéniste produit au XIX^e siècle, et les topographies médicales de Paris surtout, documentent ici et là des pratiques informelles d'élevage d'animaux en ville. Plus fondamentalement, les imprimés vétérinaires constituent une source essentielle pour saisir les modalités de l'action publique à

⁷⁸ Respectivement « AC Aubervilliers », « AM Saint-Denis », « AM Ivry », , « AM Villejuif » et « AM Gennevilliers ».

l'égard des animaux de rente. Les revues, traités et recueils vétérinaires sont ici précieux, en ce qu'ils détaillent les pratiques de contrôle et de surveillance des animaux effectuées par la préfecture de police et soulignent le rôle des vétérinaires dans l'élaboration de normes sanitaires et administratives.

Problématisation et annonce de plan

À travers cette enquête sur la cohabitation entre hommes et cochons, je souhaite étudier des aspects trop méconnus de l'histoire de la modernisation urbaine de Paris.

Dans une première partie, je documente le déclin des porcs dans Paris. Je chercherai d'abord à mesurer la familiarité des Parisiens vis-à-vis de ces bêtes et les problèmes que causent leur présence en ville en étudiant les troupeaux circulant dans Paris au XIX^e siècle (Chapitre I), époque qui marque leur apogée puis leur exclusion de l'espace urbain. Je caractériserai ensuite le problème de l'élevage urbain *intra-muros* de porcs en dehors des porcheries (Chapitre II). Il apparaît que cette pratique vit ses derniers instants au XIX^e siècle, du fait d'une histoire longue de lutte contre l'élevage d'animaux en ville. Ils subsistent durant le XIX^e siècle des formes d'élevage informel à Paris, pratiquées par des chiffonniers mais aussi par des institutions (collège, couvents, hôpitaux). Malheureusement, les sources manquent pour appréhender ces élevages modestes.

Dans une seconde partie, j'analyse le déploiement, le fonctionnement et les pollutions des porcheries en banlieue, des années 1860 aux années 1930. Un premier chapitre décrit l'essor des porcheries, leur fonctionnement général et le cadre légal qui permet leur croissance (Chapitre III). Se constitue un chapelet de porcheries qui contribue au métabolisme urbain par la transformation des déchets parisiens. J'examinerai plus précisément cette question à travers l'étude de cas d'une porcherie industrielle du nord de Paris (Chapitre IV). J'y montre que l'utilité écologique des porcheries est parfois telle que cela en a un fait argument en faveur de leur perpétuation. Enfin, dans un dernier chapitre, j'étudie la lutte d'Ivry et de Villejuif contre un ensemble de porcheries urbaines qui ne cessent de provoquer des plaintes. L'analyse de conflit environnemental met en lumière les mécanismes d'impunité industrielle et les dysfonctionnements du cadre réglementaire des établissements classés, dysfonctionnements qui permettent dans certains cas le maintien d'exploitations polluantes en plein coeur des villes (Chapitre V).

